



## LETTRE PLAINTE « RR CRYPTO »

Jurisdiction saisie : **Tribunal judiciaire de PARIS / JIRS-JUNALCO / Section J3 Cybercriminalité**  
Services de Police saisis : **Direction Centrale de la Police Judiciaire (DTPJ DIJON / OCGDF / OCLCTIC)**

Infractions : **Vol en bande organisée ; blanchiment de délits en bande organisée ; accès et maintien frauduleux dans un système de traitement automatisé de données ; introduction et modifications frauduleuses de données dans un système de traitement automatisé de données commis entre le xx/xx/20xx et le 22/06/2021**

Références : **Numéro parquet : 21 173 000 309**

### SUR L'IDENTITÉ DE LA VICTIME :

NOM :  
Prénom :  
Date de naissance :  
Lieu de naissance :  
Adresse (N° + rue) :  
Adresse (N° BAL / APT) :  
Code postal :  
Ville :  
Profession :  
Numéro de téléphone :  
Adresse courriel :

### SUR LA RELATION ENTRE LA VICTIME ET RR CRYPTO :

Date d'adhésion à RR CRYPTO :  
Identité du « conseiller/trader » chargé du suivi de votre portefeuille :  
Votre identifiant sur le site RR Crypto :  
Avez-vous déjà travaillé pour RR Crypto (Non / Oui. Si oui précisez la période) :  
Montant dernière « valorisation » de votre investissement communiquée par RR Crypto (*préciser la date*) :

### SUR LE PRÉJUDICE DE LA VICTIME :

Montant total des fonds investis (*en euros*) :

Détails des paiements effectués à destination de RR RYPTO (*le cas échéant, ajouter via copier/coller ou supprimer les blocs paiements*) :

Paiement 1 :		
Date du paiement :		
Montant ( <i>en euros</i> ) :		
Moyen de paiement		
Si virement bancaire :	IBAN de départ :	
	IBAN de destination :	

Si transfert en cryptomonnaies :	Wallet de départ :	
	Wallet de destination :	
	Type de monnaie ( <i>Bitcoin, Ethereum...</i> ) :	
	ID de transaction :	
	Plateforme à partir de laquelle l'envoi a été fait ( <i>Binance ; Crypto.com...</i> ) :	
	Adresse courriel reliée au compte sur la plateforme :	
Si remise d'espèces :	Identité de la personne à qui vous avez remis l'argent :	

Paiement 2 :		
Date du paiement :		
Montant ( <i>en euros</i> ) :		
Moyen de paiement		
Si virement bancaire :	IBAN de départ :	
	IBAN de destination :	
Si transfert en cryptomonnaies :	Wallet de départ :	
	Wallet de destination :	
	Type de monnaie ( <i>Bitcoin, Ethereum...</i> ) :	
	ID de transaction :	
	Plateforme à partir de laquelle l'envoi a été fait ( <i>Binance ; Crypto.com...</i> ) :	
	Adresse courriel reliée au compte sur la plateforme :	
Si remise d'espèces :	Identité de la personne à qui vous avez remis l'argent :	

Paiement 3 :		
Date du paiement :		
Montant ( <i>en euros</i> ) :		
Moyen de paiement		
Si virement bancaire :	IBAN de départ :	
	IBAN de destination :	
Si transfert en cryptomonnaies :	Wallet de départ :	
	Wallet de destination :	
	Type de monnaie ( <i>Bitcoin, Ethereum...</i> ) :	
	ID de transaction :	

	Plateforme à partir de laquelle l'envoi a été fait ( <i>Binance ; Crypto.com...</i> ) :	
	Adresse courriel reliée au compte sur la plateforme :	
Si remise d'espèces :	Identité de la personne à qui vous avez remis l'argent :	

### SUR LE DÉPÔT DE PLAINTE :

« Je dépose plainte contre X et toutes les personnes ultérieurement identifiées dans le dossier RR CRYPTO. »

« Je prends acte que cette procédure dématérialisée ne revêt pas un caractère obligatoire, et que je peux me rendre au commissariat de Police ou brigade de Gendarmerie proche de mon domicile afin d'y déposer une plainte en précisant que le dossier devra être transmis au parquet de Paris. »

« Je prends acte des dispositions de l'article 10-2 du Code de procédure pénale, à savoir, que les victimes ont le droit :

1° D'obtenir la réparation de leur préjudice, par l'indemnisation de celui-ci ou par tout autre moyen adapté, y compris, s'il y a lieu, une mesure de justice restaurative.

2° De se constituer partie civile soit dans le cadre d'une mise en mouvement de l'action publique par le parquet, soit par la voie d'une citation directe de l'auteur des faits devant la juridiction compétente ou d'une plainte portée devant le juge d'instruction.

3° D'être, si elles souhaitent se constituer partie civile, assistées d'un avocat qu'elles peuvent choisir ou qui, à leur demande, est désigné par le bâtonnier de l'ordre des avocats près la juridiction compétente, les frais étant à la charge des victimes sauf si elles remplissent les conditions d'accès à l'aide juridictionnelle ou si elles bénéficient d'une assurance de protection juridique.

4° D'être aidées par un service relevant d'une ou de plusieurs collectivités publiques ou par une association d'aide aux victimes agréée dans des conditions définies par décret.

5° De saisir, le cas échéant, la commission d'indemnisation des victimes d'infraction, lorsqu'il s'agit d'une infraction mentionnée aux articles 706-3 ou 706-14 du présent code.

6° D'être informées sur les mesures de protection dont elles peuvent bénéficier, notamment les ordonnances de protection prévues au titre XIV du livre 1er du code civil. Les victimes sont également informées des peines encourues par les auteurs des violences et des conditions d'exécution des éventuelles condamnations qui pourraient être prononcées.

7° Pour les victimes qui ne comprennent pas la langue française, de bénéficier d'un interprète et d'une traduction des informations indispensables à l'exercice de leurs droits.

8° D'être accompagnées chacune, à leur demande, à tous les stades de la procédure, par leur représentant légal et par la personne majeure de leur choix, sauf décision contraire motivée prise par l'autorité judiciaire compétente.

9° De déclarer comme domicile l'adresse d'un tiers, sous réserve de l'accord exprès de celui-ci. Toutefois, lorsque la victime est une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public et que l'infraction a été commise en raison de ses fonctions ou de sa mission, elle est informée qu'elle peut déclarer, sans cet accord, son adresse professionnelle.

10° S'il s'agit de victimes de violences pour lesquelles un examen médical a été requis par un officier de police judiciaire ou un magistrat, de se voir remettre le certificat d'examen médical constatant leur état de santé. »

« Je n'ai rien d'autre à déclarer. »

Le déclarant,

NOM :

Prénom :

Date de la déclaration :

Transmission :

Envoyer par courriel à l'adresse [victimes-rr-crypto@interieur.gouv.fr](mailto:victimes-rr-crypto@interieur.gouv.fr) les pièces ci-après :

- la lettre plainte complétée (*au format .odt*)
- le tableur reprenant les informations (*au format .ods*)
- les documents contractuels ainsi que les annexes vous liant à RR Crypto
- les justificatifs des paiements envoyés à RR Crypto
- tout autres documents que vous jugeriez pertinents comme les « bilans » de valorisation de votre investissement